

Vacciner 16 millions de vaches, une stratégie qui divise

La dermatose bovine, une maladie contagieuse, pourrait tuer 10 % du cheptel français. Le gouvernement et la profession se rencontrent ce mardi pour endiguer l'épidémie.

Frédéric Mouchon

« **C'ÉTAIENT NOS BÉBÉS,** nos filles, et on nous a tout pris. » L'émotion s'est transformée en colère froide quand Céline Lhomme évoque « l'injustice » qui a conduit à l'abattage des 83 vaches de la ferme familiale. La découverte d'un cas positif de dermatose nodulaire contagieuse (DNC) a eu raison du cheptel de son mari.

L'éleveur du Doubs est devenu le symbole d'un bras de fer entre les fermiers et l'État autour du protocole mis en place pour éradiquer cette maladie contagieuse touchant les bovins, transmise par des piqûres d'insecte, qui se traduit par des nodules sur la peau entraînant de fortes fièvres pouvant conduire à la mort de l'animal.

Faut-il vacciner tous les élevages français, comme le réclament certains ? La ministre de l'Agriculture,

Annie Genevard, retrouvera l'ensemble de la profession ce mardi au « Parlement de l'élevage » pour faire le point.

Le troupeau abattu dès le premier cas

« Pourquoi avoir abattu toutes nos vaches alors qu'elles étaient vaccinées et en parfaite santé ? » Cette question, Céline Lhomme n'en finit pas de se la poser, une semaine après avoir assisté, médusée, à la mort de ses « filles ». Cette décision résulte pourtant de la stratégie sanitaire officielle : euthanasier le cheptel même si une seule bête est contaminée.

« La maladie s'était installée depuis un moment dans la ferme », explique Éric Cardinale, directeur scientifique de la santé et du bien-être animal à l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses). Mais la Coordination rurale remet en question ce « principe de précaution à l'extrême » alors que les animaux de l'élevage étaient vaccinés contre la DNC « depuis plus de trente jours ». « Les infections étaient sans doute concomitantes et le virus est allé plus vite que la protection du vaccin », décrypte Éric Cardinale.

La mobilisation de plus de 300 agriculteurs venus bloquer l'arrivée des vétérinaires, réprimée à coups de gaz lacrymogène par les gendarmes, n'y a rien fait. « Aujourd'hui,



La ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, a jugé samedi que la question de la vaccination totale du cheptel français se posait légitimement, avant de rétro-pédaler dimanche. (Illustration)

d'hui, il ne nous reste plus aucune vache, et c'est difficile de se projeter », soupire Céline Lhomme, qui appelle à « revoir le protocole sanitaire » mis en place par l'État.

Ce protocole sanitaire, l'Anses estime qu'il est aujourd'hui le meilleur rempart contre une flambée de l'épidémie dans l'Hexagone. « Quand on repère une bête touchée, on estime qu'entre 10 % et 45 % du troupeau sera au final atteint », déroule Éric

Cardinale. « Le problème est que certains animaux sont asymptomatiques, d'autres en incubation et qu'il faut parfois attendre quatre à vingt-huit jours, le temps que le virus se multiplie, explique-t-il. Il est donc très compliqué de faire le tri entre animaux infectés et animaux apparemment sains. »

La ministre de l'Agriculture appelle elle aussi à un strict respect du protocole sanitaire car elle craint que la DNC ne

tue 10 % des bovins en France. Soit un million et demi d'animaux ! Une centaine de foyers ont été découverts depuis que la maladie est apparue cet été dans les Alpes et 3 000 animaux abattus.

La stratégie consistant à abattre tout le troupeau dès le premier cas a, selon Annie Genevard, « porté ses fruits en Savoie et en Haute-Savoie » où la maladie a été « éradiquée en quatre mois ». La ministre estime que « la

question d'une vaccination totale du cheptel français se pose ». « Elle est légitime », admettait-elle samedi, avant de rétro-pédaler... dimanche. C'est que le sujet divise. Et que le remède pourrait être pire que le mal.

Des menaces sur les exportations

« Seule la vaccination générale des bovins en France permettrait de contenir l'extension de l'épidémie », estime un porte-parole de la Coordination rurale. « C'est prématuré, juge au contraire Éric Cardinale. Si tout le monde joue le jeu en vaccinant là où sont détectés des foyers de DNC et en évitant les déplacements d'animaux, on voit que l'on parvient à blanchir les zones infectées, et c'est comme ça que l'on gagnera la bataille. »

Vacciner seize millions de bovins serait par ailleurs coûteux et pourrait se retourner contre la France. « Le fait de vacciner ne garantit pas que le virus ne circule pas à bas bruit », explique Éric Cardinale. « La France ne serait alors plus considérée comme un pays indemne de DNC », renchérit Annie Genevard. « Nous serions pointés du doigt et cela impacterait nos exportations », ajoute le chercheur de l'Anses. « Or tous les éleveurs en France exportent », souligne la ministre.

Aujourd'hui, il ne nous reste plus aucune bête, et c'est difficile de se projeter

Céline Lhomme, éleveuse